

Quel futur pour notre société ?

Appel à la communauté universitaire

Dans l'une ou l'autre dizaines d'années, tout au plus, notre société subira de plein fouet l'effet combiné du réchauffement climatique et de l'épuisement des combustibles fossiles. Dans le passé, d'autres sociétés se sont également trouvées aux prises avec le double problème d'une raréfaction de l'énergie disponible et d'une dégradation de l'environnement. Comme pour la nôtre, le développement et le maintien de ces sociétés reposaient sur une énergie disponible considérable (sous forme d'esclaves, de bois, charbon, etc.) combinée à une exploitation intensive des ressources environnementales (sols, forêts, eau, minerais, etc.). A notre tour, nous allons être confrontés, en tant que société, à ce défi ultime. Notre société, sa complexité, sa rapidité d'adaptation et sa capacité à répondre aux besoins et aux aspirations individuelles reposent sur l'existence d'un flux et d'une consommation sans cesse croissante d'énergie et de ressources. Or tous les indicateurs montrent que ce flux d'énergie et cette consommation de l'environnement ne pourront pas être maintenus, dès maintenant ou dans un futur très proche. Le pic du pétrole, la nécessité de diminuer de 40% en dix ans et 85% en quarante ans nos émissions de CO₂, l'absence d'énergies de substitutions suffisantes ou de solution technique miracle, l'effet des dérèglements climatiques des émissions du passé et actuelles sur l'agriculture, tous les indicateurs sont au rouge. Nous ne connaissons pas dans le détail les conséquences du réchauffement climatique et de l'épuisement des combustibles fossiles sur nos modes de vie et notre organisation sociétale, mais nous savons que le temps pour réagir est compté. Paradoxalement, ce défi immense, ce bouleversement sans précédent des conditions de fonctionnement de notre société sont mal compris et ne donnent lieu qu'à un timide débat, déserté par ceux qui constituent traditionnellement les relais de la conscience ou des aspirations collectives. Nous ne parvenons pas à concevoir l'immensité de la tâche et il y a quelque chose de presque contre-nature dans ce qui nous est proposé : comment pouvons nous imaginer décroître, nous qui avons depuis toujours mis en oeuvre le « croissez et multipliez-vous » de la Genèse.

Comme le rapport du Club de Rome l'avait déjà souligné en 1972¹, nous savons qu'une croissance économique indéfinie, de par son couplage à la croissance de la consommation matérielle et énergétique, n'est pas possible dans un monde aux ressources limitées. Les progrès technologiques, que ce soient dans l'efficacité énergétique ou dans d'autres domaines, s'accompagnent généralement d'un effet-rebond, c'est-à-dire qu'ils entraînent à divers degrés une croissance de la consommation globale d'énergie ou de ressources matérielles². Les nouvelles technologies, à elles seules, ne nous sortiront pas de l'impasse dans laquelle nous sommes engagés : les limites de leur développement ne permettront pas le remplacement des anciens moyens de production et l'absorption d'une demande indéfiniment croissante. L'innovation technologique peut accompagner un changement mais nous ne pouvons attendre d'elle une solution miracle. Si nous continuons sur la voie de la croissance, nous irons de crise en crise vers des situations de plus en plus dévastatrices qui, à moyen terme, deviendront irréversibles. Nous sommes beaucoup à ressentir tout cela implicitement et confusément, mais la société dans son ensemble semble partagée entre deux sortes de réaction, celle de l'autruche (on continue le « business as usual ») et celle d'une recherche un peu désillusionnée d'aménagements microscopiques qui ne prennent pas acte de l'ampleur du problème qui se profile et du niveau structurel des changements nécessaires.

¹ Meadows et al., « The Limits to Growth », Universe Book, 1972.

² Ref, **Greening et al., 2000**. Lorna Greening, David L. Greene and Carmen Difulgio. *Energy efficiency and consumption - the rebound effect - a survey*. *Energy Policy*, 28(6-7): 389-401. ?

Nous sentons le besoin d'unir nos réflexions, au sein de la communauté universitaire, afin d'élaborer des pistes pour un nouveau projet de société, pensé à partir des données scientifiques les plus pointues et sur le sol d'un véritable humanisme, permettant d'envisager les conditions qui rendraient possible une transition de nos sociétés vers des modes de vies véritablement durables.

Appel à débat

C'est le défi que s'est lancé le groupe QuelFutur, un groupe interdisciplinaire de chercheurs soucieux de confronter les savoirs, les intuitions et les ressentis des différentes disciplines scientifiques. Nous proposons de coordonner une réflexion collective au sein de l'UCL. Ce texte constitue un appel à ceux qui s'inquiètent de notre destinée humaine au regard des données scientifiques de l'écologie. Il s'adresse à ceux qui ne peuvent se satisfaire d'un prolongement acritique du mythe moderne misant sur une foi dans d'hypothétiques prouesses technologiques et proposant, comme horizon de développement, l'objectif d'une croissance économique illimitée.

Trois axes

La réflexion prospective que nous proposons a pour point de départ une prise de conscience d'un risque élevé de *collapse* à court terme dans nos sociétés. Il nous semble cependant capital que les solutions envisagées s'orientent dans le sens d'un humanisme au sens fort : c'est bel et bien l'humain qui constitue le cœur de notre préoccupation. C'est pourquoi, nous voulons faire dialoguer les données environnementales, avec un questionnement social et un questionnement existentiel. En effet, le monde de demain ne doit pas seulement être écologiquement soutenable mais également juste, c'est-à-dire que la soutenabilité doit être accessible au plus grand nombre, et doit préserver le « respect pour la diversité des conceptions de la vie bonne »³ qui se côtoient dans la société. Il ne pourra être construit pacifiquement sur des inégalités croissantes entre Nord et Sud, entre les nantis et les laissés pour compte de la planète. De même, les solutions doivent promouvoir la qualité et la dignité de l'existence humaine et chercher à éviter une logique de survie qui réduirait l'humain à ses instincts les plus bas. Nous misons donc sur un dialogue entre ces trois axes : environnemental, social et existentiel.

Il n'est toutefois pas indispensable que les motivations personnelles de chacun le portent à accorder une même importance à ces trois axes. Il nous apparaît par contre que toutes les pistes à envisager devront tenir compte simultanément de ces trois facettes, sous peine que des efforts accomplis selon un axe ne détériorent la situation selon un autre. Il est certain, quoi qu'il en soit, que l'horizon du « business as usual » ne pourra pas satisfaire cette exigence.

Penser et agir local, penser et agir global

Par ailleurs, les problèmes qui se posent à l'heure actuelle et les solutions envisageables ont des natures différentes selon l'angle de vue local ou global duquel on les aborde. Nous pensons qu'il est erroné de privilégier un niveau à l'exclusion de l'autre. Nous choisissons donc de mener ce travail sur deux des deux fronts : le niveau structurel et institutionnel d'une part, incluant les questions de gouvernance mondiale, des questions juridiques, économique et politiques au sens large ; et le niveau individuel, c'est-à-dire l'ensemble des initiatives qui

³ Pour introduire le double aspect de la société juste, voir Van Parijs : « Toute théorie plausible de la justice aujourd'hui est tout d'abord nécessairement libérale – au sens philosophique du terme. Elle doit tenter de concilier, dans un ensemble cohérent, un idéal de tolérance et un idéal de solidarité, c'est-à-dire concilier un égal respect pour la diversité des conceptions de la vie bonne qui se côtoient dans nos sociétés pluralistes, et un égal souci des intérêts de tous les membres de la société. (...) Mais cette dimension libérale doit être conciliée avec une dimension égalitaire – deuxième condition pour une conception plausible de la justice aujourd'hui – c'est-à-dire avec une sollicitude égale pour les intérêts de chacun. » http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/etes/documents/2007za_Paris_SSF.pdf

peuvent être prises par des individus ou des collectivités locales allant dans le sens de la durabilité. Il nous semble évident qu'une réflexion ne peut se satisfaire de l'un ou de l'autre de ces niveaux: les initiatives individuelles sont vaines si elles ne sont pas relayées par des prises de décisions collectives. Par exemple, vous avez beau ne pas recourir au pétrole et avoir une empreinte écologique basse individuellement, si la société dans laquelle vous vivez est structurellement dépendante du pétrole et promeut – ou considère comme « normal » – un mode de vie à l'empreinte écologique élevée pour la raison qu'il crée des emplois et garantit la paix sociale, alors votre initiative, pour aussi sensée qu'elle soit, restera vaine si elle ne parvient pas à se répercuter sur les niveaux d'organisation supérieurs. Par ailleurs, si on privilégie exclusivement la réflexion sur le plan global et institutionnel, le risque est de favoriser un système répressif basé principalement sur la contrainte juridique qui ne se donne pas les moyens de promouvoir la créativité et l'émergence d'initiatives individuelle, locales. Pour caricaturer, on peut dire que le niveau institutionnel contraint et ratifie alors que les initiatives individuelles créent. Nous pensons qu'il faut chercher à combiner les deux. Quelle que soit l'approche, cependant, une analyse en termes de coût-bénéfice (coût sociétal – bénéfice en termes de chance accrue d'éviter un effondrement de nos sociétés) devrait constituer le critère ultime auquel devrait être confrontée toute initiative.

La question qui nous semble donc cruciale est celle de l'articulation entre ces deux niveaux: quelles formes peuvent ou doivent revêtir les institutions et les mécanismes de gouvernance pour accompagner et favoriser les initiatives individuelles ? Se pose également la question des limites: si des individus peuvent choisir l'autolimitation de leur consommation et de leur empreinte écologique, en va-t-il de même au niveau des États ? Un État peut-il contraindre les comportements individuels au nom de la soutenabilité écologique et de la justice sociale ? De telles questions méritent d'être débattues en détail.

On doit cependant noter que, si les initiatives locales sont déjà fort nombreuses, les initiatives globales, au niveau des États, sont pratiquement inexistantes et les propositions théoriques très peu abouties. On peut en inférer que c'est à ce niveau global que l'on aura le plus de mal à réaliser les adaptations nécessaires à une transition douce vers un mode de vie durable.

Obstacles

Au fil de ses réunions, le groupe *QuelFutur* est confronté, à quelques difficultés que nous choisissons d'exposer ici car elles illustrent de façon paradigmatique certains obstacles liés soit à la nature du travail interdisciplinaire, soit aux grands thèmes du questionnement écologique.

Le premier type d'obstacle – lié au travail interdisciplinaire – est celui de la projection : nous tentons, grosso modo, de faire dialoguer deux clans au sein de *QuelFutur* que nous nommons avec humour selon l'organisation géographique des facultés à Louvain-La-Neuve : le bas de la ville -c'est-à-dire le clan des sciences humaines- et le haut de la ville -c'est-à-dire le clan des sciences de la nature⁴-. Nous sommes amenés à effectuer un travail de déconstruction de nos préjugés respectifs et des craintes infondées que nous « projetons » sur le *clan adverse*. Pour exemple, les chercheurs en sciences humaines sont amenés à remettre en question cette idée implicite qui flotte dans l'air du bas de la ville selon laquelle *tous les scientifiques du haut de la ville sont des technophiles invétérés qui misent unilatéralement sur le salut par la technologie, surtout les ingénieurs*. Les discussions au sein de *QuelFutur* leur permettent de prendre conscience, non seulement que cette idée est fautive, mais encore que certains ingénieurs ou scientifiques « durs » sont plus critique vis-à-vis du potentiel de l'innovation technologique pour résoudre le problème écologique que ne l'est l'opinion commune –et

⁴ dites aussi, avec un brin de condescendance, *sciences dures* ou *sciences exactes*.

certaines penseurs des sciences humaines-. Le problème environnemental, pour le haut de la ville, c'est un problème sérieux aux racines profondes et vis-à-vis duquel une réponse strictement technologique est insuffisante.

La crainte technocratique du bas de la ville a son pendant dans le haut de la ville. Le constat d'insuffisance d'une solution purement technologique est établi depuis plusieurs décennies dans certains domaines, et ne semble pas recueillir l'attention nécessaire dans les disciplines du bas de la ville. Les scientifiques du haut de la ville sont par ailleurs portés par la crainte de se voir imposer par les chercheurs issus de discipline ne partageant pas les mêmes paradigmes scientifiques, une façon de voir, un système normatif qui serait illégitime et qui ignorerait les contraintes naturelles. Cette crainte prend, à l'extrême, la forme d'une méfiance d'être sous le joug des penseurs – politiques, sociologiques ou philosophiques – comme si le risque de l'idéologie sectaire ou New-Age pointait à l'horizon. *Vont-ils vouloir nous imposer leur façon de penser, leur idéologie ? Comment approcher cette autre forme de rationalité ? N'est-elle pas inévitablement biaisée ? Et puis, sont-ils bien au fait des réalités matérielles du monde ?* Telles sont les craintes du *haut* vis-à-vis d'une partie du *bas*. Pour déconstruire ce préjugé, une prise de conscience s'impose : les sciences humaines qui se confrontent moins aux données expérimentales objectives sont loin de former un bloc idéologique unifié. Chacune des facultés présente une palette de lecture de « l'humain » qui cherche tant bien que mal à dialoguer. Le problème de ces sciences à l'heure actuelle ne semble pas être d'abord le bloc idéologique, mais plutôt l'absence totale de consensus minimal à partir duquel faire dialoguer les différents secteurs fragmentés. Dans le type de questionnement prospectif qui concerne la réflexion du groupe *QuelFutur*, ce problème prend une ampleur particulière : le haut de la ville fonctionne avec l'idée qu'il existe des données, le bas de la ville avec l'idée qu'une partie du débat requiert inexorablement des lectures de significations. Le haut construit, recense et compile des faits, le bas fait dialoguer, discuter, disputer les interprétations. A l'heure de penser la transition nous avons, d'un côté, des faits et des statistiques, et, de l'autre, des lectures possibles. Or la prospective suppose une dimension de normativité que les données scientifiques ne peuvent pas nous fournir : pour passer de ce qui est à ce qui doit être (classiquement du *Sein* au *Solein*), il faut un principe normatif, une grille de lecture de ce qui est « bon » ou « bien », extérieure aux faits bruts. Les sciences humaines, pour leur part, peuvent difficilement le fournir étant donné l'absence de consensus dans les interprétations de la réalité humaine et sociale. L'élaboration d'un tel système normatif nous apparaît ainsi comme l'une des tâches fondamentales devant être menée par *QuelFutur*, et l'un des défis majeurs du travail interdisciplinaire recherché.

Le deuxième type d'obstacle, qui renvoie cette fois aux grandes options du questionnement écologique, est lié à une question de stratégie. Une ligne de partage, qui ne correspond plus aux fronts *haut-bas*, se dessine cette fois entre ceux qui insistent sur la catastrophe qui vient, et ceux qui insistent sur le nouveau monde qui émerge. Les deux faces d'une même monnaie, certes, mais le choix d'insister sur l'une ou sur l'autre parasite parfois la discussion. Et les arguments ne manquent pas en faveur de l'une ou l'autre des deux approches : il y a désinformation sur la scène publique par rapport à l'ampleur du problème auquel nous allons être collectivement confrontés, avancent les uns. Tant du côté de l'industrie que dans le discours politique et même de la part du milieu associatif de type ONG (l'exemple du WWF ou de Greenpeace est souvent cité), l'idée fautive véhiculée est que les divers problèmes écologiques seront, *in fine*, résolus par l'innovation technologique. Ce discours est problématique car il nourrit l'illusion qu'un changement politique et économique est accessoire : on continue comme on a toujours fait et les solutions techniques ne tarderont pas à arriver. Il conduit donc à l'immobilisme.

Par ailleurs, argumentent ceux qui misent sur une vision positive de ce qui pourrait émerger plutôt que sur la perspective alarmante qui s'annonce, le catastrophisme n'est pas forcément un bon levier d'action. La conscience de la catastrophe peut générer un sentiment d'impuissance qui, lui aussi, mène à l'immobilisme. Ouvrir des perspectives nouvelles en mettant l'accent sur ce qui peut émerger d'éminemment positif à partir de l'intégration des limites que nous imposent la biosphère et la vie en société est potentiellement un levier d'action plus puissant que la peur. Dans cette veine on peut parler des mouvements pour la simplicité volontaire, des créatifs culturels, des écovillages ou écoquartiers, des monnaies alternatives, du commerce de proximité, de l'agro-écologie, des vertus de la lenteur, du contact avec la nature, de la convivialité ou de la sobriété. Nous cherchons à faire dialoguer ces deux tendances afin d'éviter les dérives de l'une et l'autre option : un optimisme béat d'un côté, un pessimisme désenchanté, de l'autre.

Notons néanmoins que *QuelFutur*, sans miser sur une approche catastrophiste, considère qu'il en va du devoir du scientifique de fournir le meilleur état de nos connaissances. Et il se fait que les connaissances disponibles sont alarmantes. Il convient, en ce sens, de distinguer la position catastrophiste de celle du lanceur d'alerte qu'au sein de *QuelFutur* nous endossons unanimement.

Un socle commun

A partir de ce genre d'obstacle auxquels nous sommes confrontés, nous cherchons à entrevoir les éléments susceptibles de constituer un socle commun d'idées. Et nous envisageons ce projet, dans une assez large mesure encore en chantier, comme devant être ouvert à tous les membres de la communauté universitaire, quelles que soient leurs formations et motivations.

Nous avons déjà identifié les éléments suivants d'un socle commun :

1. L'Humanité est confrontée à des problèmes environnementaux de grande ampleur. La confrontation avec les limites physiques de la planète est une nouveauté pour l'espèce humaine⁵. Et la vitesse avec laquelle ces problèmes s'amplifient est telle que des réponses adéquates sont devenues particulièrement urgentes. Sans réponse adéquate, on s'oriente vers un effondrement progressif des sociétés.⁶
2. Ce problème ne peut pas trouver pas d'issue strictement technologique. La technologie ne permettra pas poursuivre indéfiniment la croissance de la consommation matérielle et énergétique. La croissance économique, qui y est couplée, ne peut donc être illimitée et beaucoup d'indices montrent que des limites sont déjà dépassées, au moins pour ce qui concerne les pays développés.
3. Les divers éléments qui constituent le problème écologique vont nous mener et nous mènent déjà inexorablement à une décroissance de la production/extraction et donc de la consommation d'énergie avec un horizon de pratiquement zéro pour les énergies fossiles.
4. La société moderne industrielle étant basée sur l'utilisation de ces énergies à tous les niveaux de son organisation, cette décroissance va provoquer une modification profonde de l'« occidental way of life ».
5. Cette décroissance peut être simplement subie, ce qui générera probablement des bouleversements violents, dans un scénario d'effondrement ou de contraintes

⁵ [A safe operating space for humanity](#), J. Rockström et al. ; Nature 461, 472-475 ; 2009.

⁶Harald Welzer, « Les Guerres du Climat », Gallimard, 2009.

collectives, ou elle peut être politiquement et individuellement anticipée et choisie, de façon à « atterrir » plutôt qu'à s'effondrer. ⁷

6. Il faut donc amorcer un changement profond sur le plan collectif et institutionnel d'une part, et sur le plan des représentations et des modes de vie individuels d'autre part.
7. Nous cherchons à analyser les enjeux d'une telle anticipation, sur le plan éthique, politique et économique, en faisant dialoguer les observations, les perspectives, et les interprétations issues des différents secteurs.

Conclusion en forme de vœu

Avec toute la communauté universitaire, nous vous proposons donc d'aborder ouvertement et sans tabou une réflexion qui traverse toutes les disciplines, avec pour objectif de mettre sur la table les éléments d'une vision positive de notre avenir commun. Pour faire face aux défis qui se présentent, nous avons un urgent besoin de vrais projets de société et on ne peut reprocher au monde politique de ne pas en proposer si le monde universitaire est incapable d'en imaginer.

À vos plumes donc! Que cet appel fasse écho à vos propres réflexions et/ou recherches, ou que certains points soulevés vous semblent biaisés ou erronés, le groupe QuelFutur est demandeur de tout élément ou collaboration qui pourrait faire progresser ce débat, par une dynamique de proposition de solutions, ou par une dialectique sur les enjeux.

Tous les modes de collaboration sont les bienvenus, d'une participation active à la volonté de nous donner un éclairage ponctuel sur un point particulier.

N'hésitez pas à aller à la rencontre d'un des membres du groupe !

⁷Blog de Christian Arnsperger : « [Why transition? A first look at concepts](#) ».